

# CESSEZ LE FEU EN INDOCHINE!

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Cinquante-quatrième année. — N° 192

VENDREDI 5 AOUT 1949

Le numéro : 10 francs

Production indochinoise :

TÊTES DE VIETNAMIENS  
pour presse-papier

Et vive l'immunité  
parlementaire !

## Menaces de guerre

EN France, en Italie, aux U.S.A., en U.R.S.S. et ailleurs, les hommes d'Etat ne cessent de protester de leur bonne foi et de leur volonté d'écarter tout danger de guerre. Mais il n'y a qu'à lire le titre des journaux de ces derniers jours pour se convaincre que jamais hypocrisie ne fut plus flagrante.

La ratification du Pacte Atlantique a provoqué une campagne belliciste savamment orchestrée : Les conceptions stratégiques des U.S.A. sont imposées à l'Europe. Production atomique à l'échelle industrielle. Voyage d'information des généraux américains en Europe. Il faut réarmer l'Europe, etc... voilà les principaux thèmes développés à longueur de colonnes. Et ils prouvent bien que le but poursuivi par l'Amérique est de transformer l'Europe en continent-tampon et que la paix est le dernier de ses soucis.

Chez les stalinien on assiste à une propagande dirigée contre ces préparatifs de guerre et dont la violence n'a pour objet réel, non la paix, mais bien leur sabotage au bénéfice de l'U.R.S.S.

D'un côté comme de l'autre on s'acharne donc à créer cette psychose de guerre dont la source profonde est la croyance que les peuples ne peuvent rien sans Etat, sans chef, et qu'entre l'Est et l'Ouest il leur faut choisir.

Mais pendant que les politiciens des clans opposés s'accusent réciproquement d'être des fauteurs de guerre et tentent d'entraîner peuples et fractions de peuples dans leur sillage, les deux « Grands » font des affaires.

L'Angleterre commerce avec l'U.R.S.S. et cette dernière intensifie ses échanges avec les U.S.A. Entre les deux Allemagne les relations économiques se normalisent et depuis la Conférence de Paris on ne parle plus des fameuses listes de produits stratégiques dont l'exportation vers le bloc oriental avait été interdite par les U.S.A.

Sur le plan politique comme sur le plan économique, avec de chaque côté des responsabilités à peu près équivalentes, la guerre se prépare.

Et les généraux peuvent élaborer en paix leurs plans stratégiques, la conscience des peuples étant abreuvée de chauvinisme, et les politiciens de toute tendance se mettant toujours d'accord dès qu'il s'agit de combattre une poussée révolutionnaire ou une grève de quelque envergure.

Aujourd'hui, comme en 1939, comme en 1914, la preuve encore une fois s'administre que la paix ne peut naître que des barricades révolutionnaires.

Il ne s'agit pas de choisir entre l'U.R.S.S. et les U.S.A., il s'agit de choisir entre la guerre et la Révolution sociale.

## QUEUILLE ou le triomphe de l'impuissance

DES gens de mauvaise foi accusent fréquemment le Gouvernement Queuille « d'immobilisme ». Pourtant il n'est que de constater l'augmentation du chômage, la paralysie quasi définitive de la reconstruction, l'inflation larvée, l'échec des nationalisations et l'ouverture de la course aux armements déclenchée par la ratification du Pacte Atlantique pour se persuader que M. Queuille et son équipe, loin d'être immobiles, se laissent entraîner par des événements qui nous mènent Dieu sait où.

Pourtant, soyons justes. Le gouvernement a remporté une grande victoire : celle de la longévité. Et c'est sans doute pour cette raison que certains tribuns amateurs de portefeuilles, s'ingénient, à propos de points secondaires, de lui créer des ennemis.

Déjà au mois de mai passé le problème de l'essence avait soulevé de tels remous que l'on avait craint le pire. Aujourd'hui l'affaire des primes de vacances a failli jeter bas le gouvernement. Il est vrai qu'au fond il s'agit de la remise en question de l'équilibre (?) financier et économique; mais à qui ferait-on croire qu'il n'y a pas d'accommodements avec le ciel et pas de compromis possible entre Daniel Mayer, Pleven et ses suivants ?

Chacun a bien sa clientèle particulière, le premier les fonctionnaires et aussi le débris des troupes socialistes, le second les commerçants et les industriels. Mais l'un et l'autre sont si sûrement avertis de l'impossibilité de trouver une solution quelconque à l'éternel problème salaires-prix. On s'en est bien rendu compte lorsque P. Reynaud critiqua fort sagement le geste du ministre du travail, mais se garda de toute conclusion, et lors du vote, s'abstint.

Ces messieurs de l'U.D.S.R. et autres indépendants ont donc jeté de hauts cris et Queuille part en vacances avec trois voix de majorité en guise de prime ainsi que le signale la spirituelle manchette de Franc-Tireur. Et les deux ministres P. R.L., Bétolaud et Bruyvel, s'étant brusquement découverts une âme d'extrémiste, avec un joli mouvement de maroquin, ont quitté leur parti pour faire cause commune avec le gouvernement de la France éternelle.

Rendons-leur hommage. Rendons-les égaux.

## Atrocités et barbaries scientifiques aspects normaux de la guerre

LA guerre d'Indochine — « la sale guerre » — (comme s'il y avait une guerre propre !) dure depuis trois ans. Depuis trois ans, des milliers de Vietnamiens et des milliers de Français sont morts pour le plus grand bonheur des colonialistes imbéciles et des marchands de caoutchouc.

Depuis trois ans, nos journaux n'avaient trouvé matière à s'indigner que lorsqu'une colonne française tombait dans une embuscade. Mais voilà que « Témoignage Chrétien » publie un reportage, d'où nous tirons ces trois extraits :

« Un aumônier militaire m'avait invité à visiter un petit poste à Cholon. L'adjudant de service, jovial et sympathique, m'expliqua le fonctionnement du système défensif, puis nous entrâmes dans son bureau...  
Je m'approchai et je découvris que c'était un crâne humain.  
— Ce n'est pas un vrai... ? demandai-je.

— Quoi ? Ce crâne ! Mais si, bien sûr. Un sale Viet, vous savez. C'est moi qui lui ai coupé la tête. Il criait... Il fallait l'entendre ! Vous voyez, ça me sert de presse-papier. Mais quelle affaire pour enlever la chair. Je l'ai fait bouillir quatre heures. Après, j'ai gratté avec mon couteau...  
— « Quinze jours plus tard, au Tonkin cette fois, un jeune officier me faisait les honneurs de son poste en brousse...  
Nous entrons. Tout est dans un ordre impeccable. Je le félicite.  
— Ici, continue-t-il, c'est mon bureau. Table, machine à écrire, lavabo ; et là, dans le coin, la machine à faire parler.

— Comme j'ai l'air de mal comprendre, il ajoute :  
— Oui, la dynamo, quoi ! C'est bien commode pour l'interrogatoire des prisonniers. Le contact, le pôle positif et le pôle négatif ; on tourne, et le prisonnier crache ! »

— « Huit jours plus tard, conversation avec un sous-officier de l'escadron blindé de Dantieng.  
— Pas toujours commode à obtenir, les renseignements. Cette semaine, nous avons attrapé une femme. Elle n'a rien voulu dire, la garce ! Je l'ai accrochée par les poignets au plafond, complètement nue. On l'a travaillée pendant trois jours... Rien ! Vous m'entendez, rien ! Elle n'a rien voulu dire. Et le plus fort, la troisième nuit, elle a réussi à se décrocher, elle a f... le camp dans la brousse dans l'état où elle était ; on ne l'a pas retrouvée ! »

Le journaliste de T.C. ajoute que l'importance des renseignements obtenus par ces méthodes, le fait que les Viet aient des mœurs aussi brutales que celles de nos braves militaires et que toutes les polices utilisent des moyens aussi peu orthodoxes ne sont pas des raisons suffisantes « pour qu'une armée organisée se conduise en sauvagerie ».

Et toute la presse se s'indigne... ou se s'étonne — parce que, tout de même, l'adjudant coupeur de tête et gratteur de crâne rappelle un peu trop les collectionneurs macabres des camps nazis — parce que, tout de même, l'interrogatoire par le feu n'est pas une invention française, pourrait-il dire — parce que tout de même la pendaison par les poignets et le « travail » qui suit furent des méthodes « d'interrogation » assez courantes à la Gestapo — on s'en souvient.

Les journalistes français n'ont pas, Dieu merci, la mémoire courte, et puis, comme l'a dit Le Monde : « La civilisation française n'a pas besoin des armes de la barbarie ».

Passer un Viet à la dynamo, c'est « se conduire en sauvage », mais griller le même Viet au lance-flamme au

pre, net, sans bavure et parfaitement admissible.

Couper une tête et s'en faire un presse-papier-souvenir de voyage, voilà qui est barbare !

Cerner une ville indochinoise, la bombarder et tuer quelque 30.000 « nàquès » « pour l'exemple », voilà

par R. CAVAN

ours d'une attaque, c'est un acte militaire si courant et tellement civilisé qu'il n'indigne personne.

Pendre une femme par les poignets et la torturer pendant trois jours, est « un procédé qu'on ne peut admettre ». (Témoignage Chrétien dixit). Lâcher sur un village une dizaine de bombes, qui tuent ou mutilent quelques centaines d'indigènes (femmes, enfants et vieillards compris), c'est un travail pro-

un beau produit de la civilisation dont, par conséquent, il est inutile de parler dans la presse française.

Car, à part Franc-Tireur (qui ne le fit d'ailleurs qu'après Le Libéraire), aucun journal n'a dénoncé le bombardement d'Haiphong. Mais quand ce même Franc-Tireur écrit ce qui suit en conclusion de deux articles où il rétablit les faits, il nous fait sourire.

« Rien ne manque donc pour établir

## Le Pacte Atlantique

LES formalités de la ratification sont terminées. Bien qu'elles aient fourni aux députés l'occasion d'exhibitions de boxe et autres joutes oratoires d'un académisme contestable, parmi la population, elles n'ont soulevé qu'un médiocre intérêt. Les Staliniens ont beau dire que ce Pacte a été ratifié contre la volonté du peuple, personne ne les croit, l'homme de la rue s'intéressant beaucoup plus aux exploits des coureurs cyclis-

par ERIC-ALBERT

tes ou au prix des tomates, qu'aux développements diplomatiques d'une situation internationale pourtant peu rassurante. C'est un signe des temps.

## Au nom du Roi d'Angleterre...

Hambourg, juillet 1949.

AGENCE d'information officielle en Allemagne DENA nous apprend le 1<sup>er</sup> juillet 1949 qu'après la capitulation allemande en 1945 les déserteurs allemands ont été livrés par les Britanniques aux autorités militaires allemandes et exécutés par ces dernières « au nom du roi d'Angleterre ».

En effet, lors du procès de révision à Hambourg, l'ancien juge militaire M. Otto Kranzbuehler confirme que trois semaines après la capitulation allemande les autorités occupantes anglaises lui avaient demandé de « consolider la juridiction militaire relâchée ».

L'ancien juge en chef, M. Helmut Sieber, déclare qu'un déserteur allemand combattant dans la résistance hollandaise a été livré après la capitulation aux Allemands et, en tant que déserteur, condamné à mort par un tribunal militaire allemand. Ce jugement a été confirmé par les autorités britanniques occu-

panies et le déserteur a été exécuté le 13 mai 1945. Les armes nécessaires à l'exécution ont été fournies par les occupants.

Le professeur allemand Schwinke, ancien juge militaire en Italie, précise que les tribunaux militaires allemands en Italie ont condamné les déserteurs allemands jusqu'en septembre 1945 « au nom du roi d'Angleterre ».

Ces faits précis et monstrueux confirment une fois de plus la solidarité entière des autorités militaires de tous les pays contre les hommes libres et conscients. Ils prouvent une fois de plus que les Alliés, au même titre que les fascistes, ont mené leur guerre contre tous les peuples et pour le maintien de leur propre dictature.

Le déserteur antifasciste allemand a été assassiné au nom de la Démocratie.

Un officier, le bourreau nazi, déjeune avec les officiers alliés et russes en vue de préparer la prochaine guerre.

M. B.

et politiques au profit de faits secondaires et facilement assimilables.

Il n'en reste pas moins que le Pacte Atlantique marque l'actualité d'une pierre noire, et sa ratification, bien qu'assurée depuis longtemps, consacre la soumission de ses signataires à une nouvelle machine de guerre qui, peut-être un jour, écrasera tous les indifférents qui « ne font pas de politique », et se laissent entraîner comme des moutons vers de monstrueux abattoirs.

Lorsqu'il s'agit de questions aussi graves, la presse ne peut être considérée comme le baromètre de l'opinion ; une certaine connaissance de la conjoncture mondiale est indispensable pour pouvoir prendre position et juger impartialement. Mais les faits sont en général présentés schématiquement, et les incidences multiples systématiquement écartées afin d'éviter que le lecteur ne se lasse.

Par conséquent la presse dirige l'opinion beaucoup plus qu'elle ne la reflète, et il est assez intéressant de noter ses réactions concernant le Pacte.

Les uns sont contre et pour la Russie, les autres pour et contre la Russie. Certains, bien moins nombreux, ne sont ni pour l'Est ni pour l'Ouest, et jettent un pleur sur ce qui aurait pu être, selon eux, une « Troisième Force Européenne ». Mais tous procèdent du même postulat : l'ordre et la paix au moyen de traités, d'alliances ou bien de semi-fédéralisme groupant les pays d'Europe. Tous sont donc volontairement ou non, aveugles et tous intéressés à telle ou telle forme étatique consacrant le maintien d'une société où les inégalités sociales sont pourtant les causes directes ou indirectes de la guerre.

Lorsque Bourdet, dans « Combat », regrette — et nous le croyons sincère — que le P. A. ait porté le coup de grâce à toutes ses espérances en une Europe capable de jouer le rôle d'arbitre entre les deux « grands », il oublie les innombrables traités qui, de l'Entente Cordiale au Pacte d'acier, n'ont pu empêcher, ou plutôt ont provoqué, les guerres de 14-18 et 39-45. Certes, la conjoncture a changé, certes, la Russie et les U.S.A. sont les arbitres du monde et une guerre strictement européenne, impensable. Mais c'est justement le délabrement de l'économie de ce continent, son inexistence militaire, la perte virtuelle de son empire colonial qui en font le jouet de Staline et de Truman.

Dans ce monde de tanks et de bombes atomiques, la puissance de paix, c'est-à-dire le bien-être des hommes, ne compte pas, et une Europe régénérée n'en serait pas moins écrasée en.

(Suite page 2, col. 3.)

## Pour le LIBERTAIRE !

Pour payer la forte amende de notre camarade JOYEUX

Militants, Sympathisants, Lecteurs

SOUSCRIVEZ !... SOUSCRIVEZ !...

Et n'oubliez jamais que le « LIB » est votre journal, qu'il est le journal des hommes libres !

PRIÈRE DE SPÉCIFIER : POUR JOYEUX — POUR LE « LIB »



## LES RÉFLEXES DU PASSANT



## MONTGOMERY VEUT MOURIR

Jaloux, sans doute, de la gloire de ceux qui sont morts pour la patrie, ou plutôt pour les patries, le général Montgomery veut mourir. Ce n'est pas un charnier qui le fait mourir, mais le fait d'être vivant lui cause un tel remords — ça se comprend — que sa santé en serait altérée.

Dans son conseil et espérons qu'il sera suivi par tous ses collègues en mal de champs de bataille.

Qu'ils se battent entre eux, les généraux ; les Russes d'un côté, les autres de l'autre. A coups de fusil et de mitraillettes. Mais pas à coups de poing surtout. Ce dernier moyen n'est pas assez radical. Et, nous, on dirigera le « matériel humain », on organisera les manœuvres, on marquera les points. Mais de loin, ou bien à l'abri de casemates bétonnées. Et on leur dira : « Jusqu'au bout ! Vaincre ou mourir ! En avant ! » Et quand ce sera terminé, on ramassera tous les morts « glorieux » et on les lancera au fond de la mer avec une pierre au cou pour que tout disparaisse et jusqu'à leur souvenir même.

Et si Montgomery ou un autre survit, avec son uniforme, ses fourragères, ses décorations, son grand sabre, on allumera un feu de joie et on l'exécutera ensuite au fond d'une mine pour extraire du charbon.

Du charbon qui servira à forger des soies de charrier.

OLIVE.

(1) Pauvres cons du front.

20 Juillet 1944

## ANNIVERSAIRE D'UNE CONJURATION

L'ISSUE militaire de la guerre était décidée dès 1943. Malgré les ordres fanatiques du Führer, les armées allemandes refusaient sous la pression croissante de l'Armée Rouge. Des millions d'hommes restaient sur les champs de bataille ou prenaient le chemin de la Sibérie d'où ils ne sont plus jamais revenus et d'où ils ne reviendront probablement jamais.

En Italie, la bourgeoisie sentit la fin proche et procéda, par l'intermédiaire du roi, à un changement d'équipe. Mussolini arrêté, le maréchal Badoglio prit le pouvoir.

Une année après ce premier renversement du Duce, les généraux allemands tentèrent la suppression du Führer et la prise du pouvoir par l'armée. La procédure italienne était impossible en Allemagne car, grâce au totalitarisme national-socialiste, les fonctions du chef de l'Etat, du gouvernement et du commandement suprême de toutes les forces combattantes étaient unifiées dans la personne d'un fanatique. Seul le succès de l'attentat pouvait libérer la société allemande de cette emprise et la préserver de la catastrophe totale.

La bourgeoisie et l'armée allemandes avaient trop longtemps accepté la dictature d'une clique criminelle pour se débarrasser de la gauche et de toute tendance antiautoritaire en Allemagne. Maintenant cette bourgeoisie et cette armée étaient devenues elles-mêmes prisonnières d'une dictature impitoyable qui, non seulement sacrifiait des millions d'hommes, mais — ce qui était plus grave pour la bourgeoisie — qui préparait froidement la tactique de la terre brûlée et de la destruction totale des industries en Allemagne. Il fallait abattre Hitler.

Cependant, l'attentat échoua. Hasard ? Les circonstances matérielles

F. (1), selon les circonstances, ont toujours crié : Vive Pétain ! Vive de Gaulle ! Vive Staline ! Vive Monty ! Et ils sont partis avec une fleur au fusil et les gendarmes au derrière. Et ils sont morts glorieusement ! Du moins, on le dit. Et les autres, les entraîneurs, les chefs, les généraux sont restés. Il paraît qu'on a besoin d'eux et que leur gloire consiste surtout à gagner les batailles avec la peau des autres, avec des peaux de « héros ». Leur présence est indispensable à la grandeur des patries fautes, comme chacun sait, de « ciel de gloire », de « légende », d'Indochinois grillés tout vifs et de petits enfants embrochés.

Dès lors, on ne comprend plus que Montgomery soit tellement pressé de mourir. Il paraît même que le fait d'être vivant lui cause un tel remords — ça se comprend — que sa santé en serait altérée.

Dans son conseil et espérons qu'il sera suivi par tous ses collègues en mal de champs de bataille.

Qu'ils se battent entre eux, les généraux ; les Russes d'un côté, les autres de l'autre. A coups de fusil et de mitraillettes. Mais pas à coups de poing surtout. Ce dernier moyen n'est pas assez radical. Et, nous, on dirigera le « matériel humain », on organisera les manœuvres, on marquera les points. Mais de loin, ou bien à l'abri de casemates bétonnées. Et on leur dira : « Jusqu'au bout ! Vaincre ou mourir ! En avant ! » Et quand ce sera terminé, on ramassera tous les morts « glorieux » et on les lancera au fond de la mer avec une pierre au cou pour que tout disparaisse et jusqu'à leur souvenir même.

Et si Montgomery ou un autre survit, avec son uniforme, ses fourragères, ses décorations, son grand sabre, on allumera un feu de joie et on l'exécutera ensuite au fond d'une mine pour extraire du charbon.

Du charbon qui servira à forger des soies de charrier.

OLIVE.

(1) Pauvres cons du front.

## Le Pacte Atlantique

(Suite de la première page)

tre les deux impérialismes. Pour qu'elle puisse avoir une influence prépondérante sur la marche des événements, il lui faudrait être aussi puissamment armée que la Russie ou les U.S.A., supposition qui est du domaine de la plus haute fantaisie.

Et dans un cas, comme dans l'autre, effort guerrier ou effort de paix, elle ne pourrait se passer des U.S.A. C'est là que se découvre le nœud du drame, c'est là que se découvrent également les véritables mobiles de l'aide américaine, et ceux qui ont provoqué la formation du glacis balkanique.

A l'Est, comme à l'Ouest, on a profité de la pauvreté de l'Europe pour lui imposer des directives politiques, et elle est devenue un simple enjeu avant que d'être, si nous n'y prenons garde, un champ de bataille.

Nous avons maintenant le Pacte Atlantique. En regard, le bloc oriental, avec 23 pactes d'assistance mutuelle qui n'obligent les signataires à intervenir que dans le cas d'une agression allemande...

Ce subterfuge diplomatique ne peut tromper personne, chacun étant fixé sur ce fameux « danger » allemand. Que la guerre éclate demain, et les malheureux Européens s'entreveront qui pour Staline, qui pour Truman.

Bon gré mal gré, ici par la toute-puissance du dollar, là-bas par la toute-puissance du N. K. V. D., l'Europe a dû se scinder en deux blocs que l'on s'efforce de dresser l'un contre l'autre, la campagne anticomuniste de la Maison Blanche ne le cédant en rien à celle antiaméricaine du Kremlin.

\*

Aurait-on pu éviter la signature du Pacte Atlantique ? Sans doute. Si l'Europe ne peut se passer des U.S.A., ne serait-ce que pour la fourniture des matières premières indispensables, pétrole, coton, blé, etc., les U.S.A., à leur tour, ne peuvent vivre sans le débouché européen, une de ses principales soupapes de sûreté et les dons gratuits du plan Marshall n'ont jamais été autre chose que la liquidation d'une production devenue invendable. La pauvreté de l'un, l'économie appétissante de l'autre, provoquent paradoxalement un équilibre des forces. Et cet équilibre n'a pas été exploité pour de multiples raisons.

Les camarades militaires d'abord ont voulu la renaissance de l'armée, ne serait-ce que pour mener à bien le brigandage d'Indochine, mais leurs exigences, soutenues par tous les gouvernements, ne pouvaient être satisfaites sans l'assurance de traités formels liant la France — pour ne parler que de ce pays — aux U. S. A. Puis les intérêts financiers, industriels et aussi même surtout la joie d'entrer dans une croisade anticomuniste, qui permet, et aux gouvernements et au patronat, de lutter et d'étouffer tout mouvement social de quelque envergure, en l'accusant de stérilité. Ainsi le plan Marshall et son complément naturel, le Pacte Atlantique, trouvent des prolongements dans les rapports sociaux des nations intéressées, et les grèves, nous l'avons déjà vu, sont toutes plus ou moins accusées d'être d'inspiration politique et combattues comme telles.

Pour profiter de l'aide américaine sans tomber sous ses fourches caudines, l'organisation européenne, sociale et économique, devrait être totalement différente de ce qu'elle est. Mais aussi longtemps qu'existeront les Etats, les armées, les intérêts internationaux, les concurrences industrielles, les mythes dangereux du chauvinisme, elle aura trop de points communs et avec l'U.R.S.S. et avec les U.S.A. pour ne pas, infailliblement, basculer d'un côté ou de l'autre. Le matériel de guerre américain utilisé contre Ho Chi Minh sert en même temps la politique anticomuniste des U.S.A. en Asie ; les capitaux américains investis au Maroc dans les mines de plomb, en Tunisie dans le pétrole, par des chemins divers, convergent vers le même but. Et on pourrait citer encore de nombreux autres exemples de cette interpénétration d'intérêts totalement étrangers à celui des peuples.

Martin BUCHER.

## Les charbons du « Libertaire »

Désignation	par 500 kgs	par 1.000 kgs	par 2.000 kgs (la tonne)
1/4 CRAS OU MAIGRE			
Gaillatins 50/80	4.710 »	9.302 »	9.179 »
Noix 30/50	4.790 »	9.466 »	9.343 »
1/2 CRAS			
Gaillatins 50/80	4.400 »	8.687 »	8.564 »
Noix 30/50	4.490 »	8.851 »	8.728 »
BOULETS D'ANTHRACITE	3.420 »	6.728 »	6.625 »
COKE METALLURGIQUE			
Calib. et concassé 20/40, 40-60	4.230 »	8.338 »	8.215 »
COKE DE GAZ			
Calibre	3.600 »	7.107 »	7.005 »
ANTHRACITES (PAYS DE GALLES) PREMIER CHOIX			
Gaillatins 50/120	5.760 »	11.384 »	11.282 »
Noix et noiset. 20/80 et 20/50	5.800 »	11.487 »	11.364 »
ANTHRACITE (PAYS DE GALLES) DEUXIEME CHOIX			
Gaillatins 50/120	5.390 »	10.646 »	10.533 »
Noix et noiset. 20/80 et 20/50	5.480 »	10.830 »	10.718 »
ANTHRACITE RUHR OU BELGIQUE			
Gaillatins 50/120	5.580 »	11.035 »	10.923 »
Noix et noiset. 20/80 et 20-50	5.660 »	11.200 »	11.087 »
BRIQUETTES DE LIGNITE	3.840 »	7.605 »	7.516 »

Ces prix s'entendent TOUTES TAXES COMPRISES  
Les commandes sont reçues au « Libertaire », 145, quai de Valmy, Paris 10<sup>e</sup>  
LIVRAISON minima : 500 kgs pour PARIS et PROCHE BANLIEUE  
1.000 kgs POUR LES AUTRES COMMUNES DE LA BANLIEUE  
LES COMMANDES SONT REGLEES A LA LIVRAISON

G. Bidault a dit que le Pacte ne compromet aucune des chances de paix, et que, bien au contraire, il les renforce. Qu'il nous soit permis de faire remarquer à ce Bidault que :

1° Le Pacte est dirigé contre la Russie — et toutes les affirmations hypocrites de nos gouvernements n'y changent rien.

2° Le fait d'y souscrire place les signataires automatiquement dans le camp américain. Mieux : il en fait de véritables Etats-tampon ; cette phrase, prononcée par le général Bradley, le prouve : « Nos armées défendront mieux la sécurité américaine si nous les envoyons en Europe que si nous les laissons dormir dans nos dépôts ».

3° En cas de guerre entre l'U.R.S.S. et les U.S.A., le fait d'y avoir souscrit constitue presque un « casus belli », et en tous les cas, justifiera l'invasion de l'Armée rouge.

4° Le Pacte ne peut que précipiter la guerre, car il n'est en fait qu'un argument juridique étayant une course aux armements accélérée. La hâte de Truman pour faire voter le prêt-bail militaire par le Congrès, les chefs militaires américains qui enquêtent en Europe, en sont, entre autres, les preuves indiscutables.

5° Staline ne laissera sûrement pas s'organiser en Europe occidentale une puissance militaire de quelque importance sans réagir, et la tension internationale ne pourra que s'enflammer.

Tout condamne ce Pacte Atlantique, qui, loin de protéger les peuples, leur apporte seulement l'assurance qu'ils auront l'honneur de retarder l'avance des divisions russes et se faire tuer en attendant l'arrivée de bombardiers atomiques...

On pourra nous dire que l'attitude de Staline non plus n'est guère rassurante. La terreur qu'il fait régner dans les Balkans, son action en Grèce, en Iran, en Corée, en Asie, l'éducation chauvine qu'il impose aux peuples soumis à sa férule, le culte du « héros », la haine de tout ce qui n'est pas strictement conformiste, témoignent d'une volonté d'expansion ayant tous les caractères de l'impérialisme classique. Nous sommes d'accord. Mais alors que l'on dise carrément qu'il agit d'abattre l'U.R.S.S. au profit des U.S.A. et en utilisant la piétaille européenne. Et que l'on évite de nous parler de paix ! Parce que la Paix ne s'est jamais conquise à coup d'alliance et de pacte et d'armement. Bien au contraire !

\*

Mais proclamer sa neutralité, ou bien espérer l'édification d'une impossible 3<sup>e</sup> force européenne, c'est se cantonner dans l'impuissance et se résigner à ne pouvoir agir sur les événements.

Opter ou pour la Russie ou pour les U.S.A., c'est favoriser la guerre, met-

tre sa confiance dans l'Union européenne, c'est se laisser bernier avec des mots.

Reste la 3<sup>e</sup> solution, celle des révolutionnaires. Mais là, tous sont d'accord pour s'y opposer, des Staliniens aux Gaullistes. On l'a bien vu, encore tout récemment, avec la grève des chemins de fer berlinois et celle des dockers anglais. On l'a vu en France lors de la grève des mineurs, on l'a vu partout. Dès que le peuple manifeste des vellétés de révolte, les uns et les autres s'entendent comme larrons en foire pour le museler, et c'est bien pour cela que les Staliniens proclament « la police avec nous » et exigent une armée « démocratique ».

Or, le salut ne peut venir que de la base et c'est là qu'il faut provoquer les remous seuls capables de briser le cercle infernal dans lequel les gouvernements criminels de tous pays ont placé les peuples.

Par des grèves de plus en plus violentes et allant jusqu'à l'expropriation pure et simple, par la grève générale, puis insurrectionnelle, on disloque complètement l'appareil oppressif de l'Etat ou désorganise tous les rouages administratifs.

\*

Que les travailleurs prennent eux-mêmes en mains la gestion de leurs usines, que le prolétariat des champs dépouille les gros propriétaires, que des circuits directs s'organisent entre villes et campagnes, que les Transports roulent gratuitement, et l'Etat chanceliera. Et qu'un tel mouvement prenne de l'ampleur, s'affermisse, et finisse par s'imposer, bientôt d'autres pays suivront l'exemple.

Le peuple ayant alors jeté par-dessus bord tous les gouvernements, et quel que soit leur étiquette, déchiré la constitution, déclaré caduques toutes les lois sur la propriété, la conscription, etc., et les ministres devront alors tous seuls honorer leur signature. Et ils se battront entre eux, s'ils le veulent.

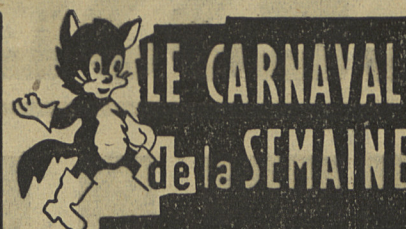
Là est la solution. Ou il y aura révolution sociale, ou il y aura guerre. Pourtant ce troisième semble être ignoré même par des hommes comme Louzon qui, dans « Révolution Proletarienne », ose applaudir le Pacte !

On croit rêver !

Et c'est là encore un signe de ces temps, où ceux qui font profession de syndicalisme, d'émancipateurs du prolétariat, nourrissent au fond de leur cœur déshabillé le mépris des masses asservies et rejoignent les pires ennemis de tout progrès.

Entre le choléra et la peste, Louzon a choisi.

Fidèles à notre idéal, confiants malgré tout dans les forces populaires, nous choisissons la Révolution sociale.



## AU PAYS DES MERVEILLES

Radio-Moscou vient de nous informer que la meilleure bière du monde est la bière russe. On s'en doutait. Elle affirme qu'il n'y rentre que du houblon et de l'orge et que ces deux céréales sont de surcroît garanties de pure nationalité russe. Ce qui nous étonne dans cette information, n'est pas tant que l'on se soit emparé de l'occasion pour dénigrer la bière américaine — infâme bibine, de caractère titiste... etc... — mais l'oubli de nous réaffirmer que c'est grâce au « génial » Staline que la Russie possède maintenant la meilleure bière du monde.

A la place du speaker je me méfie-rais de la mise... en bière !

## UN FAUVE BIZARRE

Le Zoo vient de recevoir un guépard. Comme cet animal redoute la promiscuité de la fauvaille il sera mis à part. Quant aux généraux de tous pays, ils s'entendent toujours très bien entre eux.

## LES RETRAITES

En Allemagne les puissances occidentales ont autorisé l'octroi de pension de retraite aux militaires de carrière de l'armée allemande qui étaient en service avant le 30 septembre 1936.

Ces retraites s'appliquent surtout aux maréchaux et généraux et ne peuvent dépasser le taux de 1.500 marks par mois, soit : 148.500 francs français !

Entre fauves...

## LE DROIT SUPREME

Répondant à Mezerna, député d'Algérie qui affirme que ce pays n'est pas français le président de la Chambre répond :

« L'Algérie a prouvé qu'elle était avant tout française. Elle a payé de son sang sans compter le droit de porter ce titre ».

On paye toujours avec son sang le droit d'être Français et de mourir pour la Patrie. C'est le seul droit que nous ayons.

## ENTRE FRANÇAIS

Le président :  
« Vos paroles sont inadmissibles. Nous voulons être ici entre Français. Ceux qui ne reconnaissent pas la souveraineté française n'y ont pas leur place ».

Du coup Mezerna s'est tu. Quant on a une bonne place on la garde ! Et il vaut mieux être entre Français à un million par an qu'entre Arabes à 50 fr. par jour !

LE CHAT BOTTE.

## A Lorient QUAND M. LE MINISTRE SE PROMÈNE

LES Lorientais ont vraiment de quoi se réjouir. Ils ont été gratifiés d'une visite de choix.

Depuis quelque temps on parlait du passage imminent d'un certain Claudius. Evidemment j'ai pensé tout de suite à Claudius Erodéquin ; mais non, ce n'était pas le simple vigneron de Clochemerle, c'était un bien plus haut personnage : Son Excellence M. Claudius Petit, Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Et M. le Ministre est venu. M. le Ministre a circulé dans la ville et les agglomérations sinistrées voisines. M. le Ministre a paré, M. le Ministre a banqueté et même, M. le Ministre entouré des autorités locales a daigné recevoir les représentants des diverses associations de sinistrés, écouter les questions qu'ils lui posèrent devant leur assemblée générale et y répondre à sa manière.

M. le Ministre est très content. Il paraît que la reconstruction marche et que Lorient en particulier n'a pas à se plaindre. M. le Ministre peut bien être content, il n'est pas sinistré en quête de logement, ni chômeur du bâtiment à la recherche de travail.

Vous trouvez qu'il n'y a pas lieu de se plaindre, M. Petit ?

Vous avez vu partout des chantiers et encore des chantiers, dites-vous ? D'accord mais si vous avez passé plus de temps à votre visite peut-être auriez-vous pu aller excursionner dans ces cités de baraques où vivent aux environs de la ville des milliers de Lorientais, ces baraques où l'on gèle l'hiver et où l'on étouffe l'été, où souvent l'humidité pénètre partout, où l'on voit le jour à travers les fentes de planches mal jointes et dont parfois les toitures s'envolent aux tempêtes. Ces baraques où s'entassent des familles dans quelques mètres ; ces baraques qui n'ont pas toujours l'eau.

Où bien, les baraques de l'Estacade et du boulevard de la rade toujours exposées à être entourées et même envahies par les eaux comme cela s'est déjà produit.

Vous auriez pu aussi aller dans les campagnes voisines et les « départements d'accueil » recueillir les doléances de ceux qui continuent à y attendre, souvent dans de lamentables taudis, leur retour au foyer.

Vous auriez pu encore aller sur les chantiers finissants, vous rendre compte de l'inquiétude des ouvriers qui se demandent anxieusement où ils pourront trouver du

travail dans un mois ou deux, et de la détresse de ceux que l'on débâche déjà.

Non, Monsieur Petit, il n'y a pas de quoi être satisfait.

Non, Monsieur Petit, la reconstruction ne marche pas, et vous vous moquez de nous lorsque vous dites :

« Il est impossible d'accorder à notre ministère plus de crédits qu'il ne lui en est concédé ».

Allons donc ! Ce n'est pas sérieux !

Au lieu d'entretenir une armée d'opérateurs (ou de coup d'Etat), au lieu d'entretenir de multiples polices, gendarmeries et gardes aux effectifs renforcés.

Au lieu de gaspiller des milliards à occuper l'Allemagne, et encore plus de milliards jetés dans le gouffre de la guerre indochinoise.

Au lieu d'entretenir des bureaucraties pléthoriques et parasitaires, ne pourrait-on pas supprimer toutes ces dépenses inutiles et une partie des disponibilités ainsi trouvées ne pourraient-elles être affectées à la reconstruction ?

Et notre ministère, lui-même, n'y aurait-il pas avantage à le supprimer et à cesser d'entretenir grassement des multitudes de hauts fonctionnaires et d'architectes bureaucrates qui vivent de la reconstruction comme le ténia vit de l'homme.

Et ces économies auraient encore l'avantage de libérer pour la

## Fédération Anarchiste

Conférence publique  
HAGONDANCE  
18 août, à 20 heures 30  
Hôtel Central  
LES ANARCHISTES  
ET LES PARTIS  
POLITIQUES

MARSEILLE  
GROUPE DU CENTRE

Tous les adhérents sont convoqués à trois réunions qui se tiendront au siège, 12, rue Pavillon, les 16, 23 et 30 août, à 19 heures. Présence de tous indispensable. Préparation du Congrès régional.

9<sup>e</sup> REGION

FORMATION DU GROUPE DE SAINTES. — Sympathisants et lecteurs du Lib. sont invités à entrer en relation avec le camarade P. Rousseau, 5, rue de la Maladrerie, Saintes.

## QUEUILLE

(Suite de la première page)

salent le même respect et la même indulgence pour tout ce qui porte sabre et képi. Mais c'est de l'histoire ancienne.

Par contre, dès qu'il s'agit de problèmes secondaires et étrangers aux sacro-saints principes, ils en profitent ; c'est bien leur droit, et c'est bien leur tour également de goûter au fromage gouvernemental !

Le centre droit s'est donc élevé contre la prime-vacances et en a fait une question de majorité. On les comprend : ne serait-ce que pour la seule raison que l'armée ainsi que l'Etat, les députés et les ministres, la gendarmerie et le reste doivent être payés justement par les salariés ; et il est scandaleux que ces derniers soient incapables de comprendre la grandeur de leur tâche et la nécessité de leur perpétuel sacrifice.

Les modérés ont encore une fois fait preuve de clairvoyance patriotique en s'opposant à cette mesure démagogique et en obliant qu'on aurait pu faire rendre gorge à ceux du scandale de la Cour des Comptes.

Avec les deux mille milliards ainsi récupérés tous les travailleurs auraient pu s'offrir un bon mois de vacances, sans que l'économie en souffrit le moins du monde. Bien au contraire.

Où, mais la solidarité de Tilton, Teitgen, Betolaud, Queuille, Gouin et Cie, qu'en faites-vous ?

Le gouvernement Queuille, impuissant mais increvable part en vacances et avec lui les députés. Nous on reste. C'est la règle.





# CULTURE ET RÉVOLUTION



## Gary Davis part en vacances

À la suite d'un échange officiel de lettres entre Gary Davis et Sarrazac, une certaine émotion s'était emparée de tous ceux qui s'intéressent au Mouvement « Citoyens du Monde ».

Gary Davis, en effet, manifestait l'intention de se retirer pour un temps indéterminé de l'action, afin de se livrer à certaines études et méditations. Mais les apparences donneront à penser qu'une discussion profonde était la cause réelle et non déguisée de ce départ.

Une conférence de presse a mis les choses au point, Gary Davis nous a affirmé qu'il n'y avait en fait qu'un regrettable malentendu dont il se déclarait entièrement responsable, et que son départ n'est qu'un départ en vacances qui dureront vraisemblablement de 2 à 3 mois. Nous n'avons jamais caché notre sympathie pour Gary Davis et le mouvement d'opinion qu'il a déclenché, bien que sur de nombreux points nous ne soyons pas d'accord avec lui, notamment en ce qui concerne la création d'un État et d'une armée mondiale.

Mais il n'en reste pas moins que la négation des frontières, la volonté d'unir les hommes par-dessus leurs États et gouvernements respectifs, celle de se refuser au choix entre l'Est et l'Ouest, ainsi que la pleine et entière liberté d'action accordée à tout « Citoyen du Monde », le refus de stéréotyper en un programme — à la manière des politiciens — ce qui ne peut être qu'une vaste pensée humanitaire, justifient notre soutien.

Et c'est pourquoi nous faisons des vœux afin que Gary Davis continue à trouver auprès de ses camarades de combat toute la fraternité issue d'une pensée commune et ne pouvant être troublée très superficiellement que par les inévitables désaccords concernant des points secondaires.

Il serait désastreux que le Mouvement se désagrège, et que l'opinion alertée par les incessants dangers de guerre, subisse encore une fois une désillusion risquant de la rejeter définitivement dans les mortels errements de la politique et du choix entre telle ou telle force militaire.

Or, ce danger rôde autour des « Citoyens du Monde » et nous estimons qu'il est de notre devoir de le signaler encore une fois. De nos jours, il est bien difficile d'unir des hommes autour d'une idée volontairement dépourvue de tout contenu social et s'identifiant avec un sentiment humanitaire, certes, mais qui n'a aucune charpente idéologique.

Gary Davis nous a dit son intention de se retirer pour quelque temps afin de se reposer et aussi de repenser maints problèmes, et faire le point du rassemblement international qu'il a provoqué.

Peut-être juge-t-il que des assises sociales font défaut, que les inégalités sociales provoquent un état de guerre latente entre les hommes, et que cette situation doit forcément avoir des prolongements jusque dans les rangs des Citoyens du Monde ?

Il ne nous a rien précisé. C'est regrettable, bien qu'il soit compréhensible qu'une conférence de presse se prête mal à un exposé théorique.

Questionné au sujet du gouvernement mondial, il a simplement dit que ce but est encore très lointain et que le principal est de réunir les hommes autour d'une idée commune.

« Si nous réunissons 100 millions d'hommes unis par la volonté de paix, ils résoudront alors eux-mêmes tous les problèmes ».

Et c'est bien là l'erreur capitale de Gary Davis et de ses amis, ces problèmes étant les causes profondes des guerres.

Quand on veut bâtir une maison, il faut d'abord s'occuper de fondations. Et on ne pourra que bien difficilement organiser une force mondiale de paix sur les sables mouvants des contradictions économiques et des antagonismes sociaux.

Pris individuellement, tous les hommes veulent la paix, tous les hommes ont horreur ou peur de la guerre, même des généraux. Hélas ! ils sont tous plus ou moins fortement entraînés par des courants d'intérêts particuliers qui s'identifient avec ceux des États, des armées, des polices, et qui les opposent, par voie de conséquence, à d'autres États, à d'autres armées. Les sentiments, même les plus nobles, sont inefficaces contre ces forces aveugles. Si l'ouvrier français peut tendre sa main loyalement à l'ouvrier américain, son patron hésitera, l'industriel de Detroit ou d'ailleurs étant un de ses concurrents.

Et que dire des rapports entre le salarié et le possédant ?

Et qu'attendre d'un mouvement qui prétend ne pas tenir compte de ces antagonismes et faire uniquement appel à la conscience individuelle ?

Craignons qu'au premier roulement de tambour tous les citoyens du monde s'agilent comme une volée de moineaux, et que le dernier espoir de paix ne périsse dans la plus effroyable des guerres, Gary Davis sera alors voué au désespoir pour n'avoir pas compris que la seule conscience humaine capable de surmonter un absurde destin, est la conscience révolutionnaire.

Elle seule pourra abattre les barrières artificielles dressées entre les hommes, supprimer les monstrueuses inégalités sociales, les monstrueuses armées, les patries insatiables et faire de chacun un Garry Davis.

E. A.

## Etienne de la Boétie

### LES LIVRES

Esprit éternel

AINSI donc, l'homme, non content d'être esclave, entend le demeurer et se forge lui-même ses propres chaînes.

Un jour, pour recouvrer une liberté toute relative, il inventa l'État.

L'idole est là maintenant, dans tout son hideux orgueil, enfantant dans un quotidien labeur fait de crédulité et de résignation, la douleur tyrannique qui asservit l'esclave.

Veut-il se débarrasser de cette tyrannie qu'il n'ose, ne veut rien tenter pour le faire, alors qu'il le pourrait sans grands efforts.

Etienne de la Boétie dans la *Servitude Volontaire* a précisément montré que tout l'effort de l'esclave consiste à maintenir son esclavage. Il souffre de son propre labeur, il se fatigue pour que perdure son mal.

Que ne cesse-t-il donc d'agir ? Qu'il croise les bras et bientôt poindra à l'horizon l'aurore d'une libération.

Révolte passive : peut-être ? Mais

puisqu'elle peut apporter l'écroulement de toute une servitude.

« Allons, plébe patiente, foule soumise, descends en toi-même et sonde ton cœur inerte avec quelque sincérité ; reconnais ton agencement séculaire devant tout ce qui fut cynique et brutal, ton empressement nauséabond à te donner des maîtres, à t'en inventer quand

oignes, vilain, il faut te poindre ; le vieux dicton est toujours vrai. Fais donc ton examen de conscience, et cette révolution que tu attends, — oh ! très patiemment du reste — toute rôtie, de l'on ne sait qui, de l'on ne sait d'où, commence par la faire toi-même ! »

C'est là également un côté de l'enseignement que nous a légué Etienne de la

par HEM DAY

tu en manquais ; vois ta bassesse et ta platitude plus que proverbiales ; confesse ton entêtement à ne pas tenir compte des plus définitives expériences, des plus évidentes leçons ; avoue ta prodigieuse indifférence pour tout ce qui devrait t'intéresser, ta complète absence de fierté, ton inconscience admirable, tes instincts de fille qui ne peut se passer d'un souteneur. C'est bien un peu de ta faute, voyons, toi que qui t'arrive, d'excellent public ! Si doux à qui te rudoi, si revêche à ceux qui t'aiment. Pour que tu

Boétie, lorsqu'il nous offre son discours de « La Servitude Volontaire ».

Ce qu'il nous faut faire ? Une révision en nous et de nous, de nos connaissances, de nos acquis. Il faut revoir nos croyances, réexaminer nos vénéralités et nos adorations.

Il faut, si nous voulons œuvrer à notre libération, sortir du cercle de nos idolâtries, cesser de nous payer de mots et de phrases et rejeter loin de nous cette abominable duperie sociale qu'est le respect.

C'est vers cette révolution personnelle qu'il faut tendre avant que de vouloir enseigner aux autres les chemins libérateurs.

Ce qui est indispensable, c'est de chasser vos maîtres, non ceux que l'on imagine nous asservir, mais ceux qui nous asservissent intérieurement.

Connaît-il toi-même, ne cessait d'enseigner Socrate et après lui Etienne de la Boétie affirme qu'on n'est esclave que de soi-même.

Il nous invite à nous révolter contre nous-mêmes. S'affranchir de soi, là est la clef libératrice de notre « Servitude Volontaire ». Le salut est en nous ce qui en un langage modernisé et rapporté au plan collectif s'exprime dans cette pensée : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

La Boétie comme Jésus, conseilla un chemin de salut. L'un pensait que l'amour sauverait le monde ; l'autre espérait en la volonté de ne rien céder au tyran. Encore fallait-il que leur parole fusse entendue : aimée et pratiquée de tous les hommes » écrivait Han Ryner dans son dialogue de Ahasverus avec La Boétie.

Seule la révolte, s'écrit Ahasverus, peut établir la justice, la révolte qui occit les méchants et dépouille les voleurs, celle qui détruit l'oppression, la méchanceté et le vol.

Mais encore qu'est la révolte sans justice ? Puisque des combattants pour la justice furent injustes, comme ceux qui se dressèrent contre la tyrannie le firent tyranniquement, car La Boétie a raison lorsqu'il répond à Ahasverus : « Guerre est école d'injustice, tyrannie et cruauté ; onques bataille ne sera mère de paix profonde ; onques violence ne sera mère de justice ; onques mal ne sera père de bien ».

Faut-il désespérer de l'avenir des hommes ? Ceux qui ont suivi d'autres chemins que ceux d'une justice armée et que celle de la loi du talion n'ont-ils pas trouvés la bonté en eux-mêmes, la paix en leur cœur ?

Han Ryner terminait la cinquième apparition d'Ahasverus : « Quelle âme singulièrement plus forte qu'un Marc-Au-

rière. Il est juste de dire qu'elle porta seulement trente trois ans de vie et qu'elle ne fut pas écrasée au poids d'un empire » (1).

Sans doute les régimes tyranniques augmentent leurs forces répressives, multiplient gendarmes et policiers. Un jour l'échec vient cependant. L'histoire est pleine d'exemples à ce sujet : la Russie des tsars, l'Espagne d'Alphonse XIII. Quelle police plus développée que celles des régimes autocratiques comme ceux des tsars et des empereurs. Quelle organisation plus policée que celles des États totalitaires d'hier et d'aujourd'hui.

Hier l'Oukrana, la Cestapo, aujourd'hui la Guepou, etc., etc., les tyrans ne peuvent guère innover. Ils installent le parasitisme qui les rongera et les acculera à la faillite tôt ou tard.

Et puis malgré tout, la vie sociale rend impossible la surveillance totale. La science a beau se mettre à leur service, elle aussi trouve ses partisans libres et prêts à les servir, elle accomplit des prodiges d'héroïsme. L'illusion ne peut durer.

Lorsque chacun est sur ses gardes, lorsqu'aucune des ruses, aucun des pièges infâmes de l'espionnage n'est ignoré de personne, la police a beau jeter ses filets, elle n'en retire guère que quelques gens simples et quelques imprudents. Or ce ne sont pas d'ordinaire ceux-là qui font les révolutions. Les révolutions se font par le peuple, et toute action du peuple est imprévue parce qu'elle est soudaine. Quelques milliers de mouchards de plus auraient-ils sauvé en 89 la vieille monarchie et la monarchie restaurée de 1830 ?

Des hommes comme Etienne de la Boétie contribuent à rallumer le feu sacré qui sommeille en beaucoup de nous. Si la pensée de l'auteur de la *Servitude Volontaire* pouvait éclairer la volonté des victimes de la tyrannie d'aujourd'hui, nous assisterions à des transformations sociales puissantes et fécondes.

Des coeurs intrépides comme ceux d'Etienne de la Boétie se doivent d'être connus un peu plus. Des esprits fermes comme lui se doivent d'être appréciés à leur juste valeur par ceux qui luttent et font effort pour que se réalise un monde de mieux-être et de liberté. Ces lignes aideront à ce que les actes et les paroles fortes d'un La Boétie engendrent d'autres actes qui conduiront l'humanité vers des destinées plus équitables, plus sereines et plus fraternelles.

(1) Etienne de la Boétie est mort en 1563. Il était âgé de 32 ans, 9 mois, 17 jours.

★

Pour connaître toute la pensée de Etienne de la Boétie, lisez et faites lire :

« DISCOURS DE LA SERVITUDE VOLONTAIRE »

Edition illustrée de bois de Jacques Laudy.

En vente au Libéraire : 330 fr., franco recommandé 355 francs.

★

pas chaste qui vit avec quelqu'un qu'il n'aime pas.

L'AMOUR

Etant donné une compatibilité d'humeur, des circonstances favorables, le bonheur est possible, pour dix ans, diront certains. Et ensuite... eh ! bien ! c'est un autre problème. Il est y avoir des enfants. Comment leur donner l'amour et l'approbation dont ils ont besoin, comment les avoir, les nourrir, les servir et les protéger pour qu'ils aient une vie émotionnelle naturelle et saine ?

UN PROBLEME ECONOMIQUE ?

Evidemment. On peut reculer devant le prix d'une école progressive, la perte de temps et d'effort nécessaires pour garder la liberté à l'enfant. Les enfants sont souvent opprimés car leurs parents souffrent d'une oppression économique. C'est contre cela que les Anarchistes ont mené et mènent encore la lutte.

Mais il faut que même les anarchistes fassent très attention de prendre conscience de leurs propres émotions, de celles de leurs amis et sympathisants. Voulons-nous renverser le capitalisme pour venir à bout de la haine et de l'envie qui sont en nous ? Notre société anarchiste serait remplie de même, de haine et d'envie. Nos propagandistes pensent-ils pouvoir échapper, grâce à leurs pensées, à leur désordre émotionnel ? Qu'ont-ils gardé de leur enfance malheureuse et de leur répression sexuelle, universelle de nos jours ?

Peut-être ne sont-ils pas entièrement libérés. Peut-être est-il vrai que pour renverser la pourriture contemporaine, nous nous servons de notre haine, de notre envie, de notre colère. Mais en ce cas, il ne faut pas que ces émotions touchent nos enfants. Nous autres, anarchistes, devons savoir positivement que, si notre monde nouveau ne doit pas créer de la haine et être renversé, il est indispensable que les enfants aient une éducation adéquate. La haine détruira le monde capitaliste (et, nous l'espérons, se détruira elle-même) mais il faut s'assurer qu'elle ne touche pas la nouvelle génération. D'ici dans les ruines du monde actuel, nous pouvons œuvrer à poser les bases d'une éducation libérée de l'autorité et des tabous de la morale. Ce sera dur pour nous, beaucoup plus facile pour eux.

Charles DEVANÇON.

## ETUDES ANARCHISTES

Le numéro 4 est paru

### SOMMAIRE

Résistance et Révolution. La liberté, concept sociologique. Pour une nouvelle dialectique.

Abonnements. — France : 5 numéros : 175 francs ; 10 numéros : 350 francs. — Etranger : 5 numéros : 200 francs ; 10 numéros : 400 francs. Le numéro : 40 francs.

Vergements. — C.C.P. 4785-45 PARIS, FONTENIS, 7, rue Fessard, Paris. — L'adresse de Fontenis n'est valable que pour les versements. Toute la correspondance doit être adressée à R. JOULIN, 145, quai de Valmy, Paris.

DEMANDONS-NOUS maintenant ce que sont les tabous, pourquoi ils existent. Nous avons vu qu'ils sont la cause de peur, de haine et d'anxiété. D'autres tabous ne vont-ils pas surgir de cette peur, de cette haine, de cette anxiété ? D'où la loi de conservation de l'émotion.

L'expression particulière des Tabous se trouve dans le code moral : « Tu ne feras pas cela ». Ce serait une erreur pour un anarchiste de croire à la nécessité d'un code moral parmi des individus libres. Partout où il y a un code moral, il y a quelqu'un qui jouit de l'autorité de l'imposer. Sans autorité, pas de code moral. L'existence du code moral est dû à la présence d'une autorité capable de l'imposer.

L'anarchiste ne dit pas « Faites ceci ou faites cela » de quel droit le ferait-il ? Il ne peut ni approuver, ni condamner. Il ne peut que dire : « Si vous faites ceci, cela s'ensuivra. Ou encore « si vous voulez atteindre D il faut passer par C ». A l'individu de décider, car le guide ne peut qu'indiquer la méthode. Ceci est la base de la science, qui est amoral. Un anarchiste sincère ne peut se permettre d'énoncer une opinion morale.

### ENFANT-PROBLEME

Dans un monde où l'autorité est universelle, où il y a plus de moralité que de pain, le cri s'élève : « Il nous faut de l'autorité. Que ferons-nous ? Qui nous la commandera ? » Prenez un enfant issu d'un milieu autoritaire, mettez-le dans une école progressive, il lui faudra peut-être 6 mois pour s'adapter. Jusqu'à présent il a accepté l'autorité des parents par crainte de l'insécurité de la rébellion. A présent, plus d'autorité. Rien qui le force à apprendre ses leçons ou à jouer. Ne sachant pas ce que lui-même veut faire, il commence à s'en nuier. Pour se distraire, peut-être avec un certain sentiment d'insécurité, il casera quelques carreaux... mais comme il n'y a pas d'autorité pour s'interposer, cela perd vite son charme. Quel plaisir peut-on éprouver à la déboussance, l'obéissance n'est pas requise ? Par cette méthode, presque tous les délinquants n'ayant pas dépassé l'adolescence peuvent être guéris. Détruisez les tabous, faites sentir à l'enfant votre approbation et votre affection — quel que

soit son droit aux reproches — et en l'espace de six mois, il se sera trouvé lui-même et sa croissance saine débutera.

L'édification par les anarchistes, d'un monde meilleur, leur impose d'une part, l'idée claire de prévention en ce qui concerne les enfants, d'autre part, la notion de remède indispensable aux maux perpétrés par le système actuel.

Le symptôme d'une vie émotionnelle déséquilibrée est l'insincérité qui l'entoure. Le signe d'une vie libre est sa sincérité. C'est ce qui frappe dans l'école libérée de Summerhill School, en Angleterre.

La solution aux problèmes de l'adolescent est d'un autre ordre. Les potentialités des organes génitaux sont déjà développées.

Libérés les émotions à ce stade tardif, et ce sera le début d'une vie sexuelle non naturelle, en ce sens que, le barrage détruit, le cours des émotions sera un torrent, alors qu'un débit puissant mais égal serait plus désirable. Le psychanalyste se trouve empêtré dans un labyrinthe d'émotions dont il ne lui est pas facile de sortir. Il est peu sage, pour une école libérée, de prendre des enfants difficiles, au-dessus de 12 ans. Tant il est vrai que même l'adolescent sexuellement normal est en butte à bien des pièges dans le monde capitaliste.

### LA CASTRATION

Les dompteurs dans les cirques n'admettent chez leurs animaux aucune vie sexuelle. Les capitalistes qui se servent de nous, font de même. Il n'est pas besoin de mettre un homme en cage pour le rendre impuissant. La frustration de la sexualité infantile et adolescente est suffisante. Prenons par exemple le choix de la couleur blanche pour symboliser la pureté, imposé par les « Monnaux ». (Les blancs lymphent les noirs pour exprimer symboliquement leur ré-

pulsion des émotions « sombres »). Les gens sexuellement déprimés prêtent les cols blancs, les robes blanches pour débutantes, le riz décortiqué, le pain blanc. Il est intéressant de constater qu'un capitaliste tel qu'Arthur Rank, magnat du cinéma anglais, a fait fortune en débarrassant dans ses moulin à pain de ses qualités nutritives ; en particulier de la Vitamine E, facteur essentiel de la fécondité.

La relation entre la stérilité et l'impuissance qui empêche l'homme de se débarrasser des capitalistes, peut être établie. Et l'origine du goût pour le pain blanc est certainement le sentiment de culpabilité sexuelle.

Le soldat dérive sa capacité d'assassiner, et de l'être, de ses instincts sexuels déformés et de sa culpabilité sexuelle. La possibilité de mener une vie sexuelle décente lui est enlevée, et

## Pendant vos vacances, quelques heures de lecture sont toujours agréables. Nous vous offrons un choix de livres et brochures

3° LOT	
ERNESTAN : Tu es anarchiste	20 Fr.
C. BERNIERI : Guerre des classes en Espagne	25 Fr.
IGNOTUS : Asturies 1934	12 Fr.
GANOTUS : L'indispensable révolution	160 Fr.
E. LA BOÉTIE : Discours de la servitude volontaire	300 Fr.
F. PLANCHÉ : Louise Michel	150 Fr.

PRIX DE VENTE 667 Fr.

EXCEPTIONNELLEMENT : 500 francs - Franco 595 francs

4° LOT

L. LOUVET : Découverte de l'anarchisme	25 Fr.
XXX : Jouxhaux, voici l'homme	40 Fr.
Louise MICHEL : Prise de possession	15 Fr.
C. A. BONTEMPS : Le démocrate devant l'autorité	120 Fr.
C. BERNIERI : Le juif antisémite	100 Fr.
J. GRAVE : La société mourante et l'anarchie	125 Fr.
S. FAURE : Mon communisme	260 Fr.
G. LEVAL : L'indispensable révolution	160 Fr.
J. HUMBERT : S. Faure, sa vie, l'apôtre	180 Fr.
J. ALBERNI : Les coupables	180 Fr.
L. LECOIN : De prison en prison	160 Fr.

PRIX DE VENTE 1.365 Fr.

EXCEPTIONNELLEMENT : 1.000 fr. - Franco 1.145 fr.

## La conférence de Tony WELSH

### LES TABOUS

pulsion des émotions « sombres »). Les gens sexuellement déprimés prêtent les cols blancs, les robes blanches pour débutantes, le riz décortiqué, le pain blanc. Il est intéressant de constater qu'un capitaliste tel qu'Arthur Rank, magnat du cinéma anglais, a fait fortune en débarrassant dans ses moulin à pain de ses qualités nutritives ; en particulier de la Vitamine E, facteur essentiel de la fécondité.

La relation entre la stérilité et l'impuissance qui empêche l'homme de se débarrasser des capitalistes, peut être établie. Et l'origine du goût pour le pain blanc est certainement le sentiment de culpabilité sexuelle.

Le soldat dérive sa capacité d'assassiner, et de l'être, de ses instincts sexuels déformés et de sa culpabilité sexuelle. La possibilité de mener une vie sexuelle décente lui est enlevée, et

il n'a droit qu'à des relations dégradées. En Angleterre, vente libre des « condoms » basés, bien sûr, sur l'anxiété sexuelle résultant des maladies vénériennes... et qui prive de la moitié du plaisir, ne laissant qu'une satisfaction toute bestiale. L'ajustement de capsules anticonceptionnelles, reines en Angleterre, est jalonné de difficultés. La responsabilité en est laissée à l'homme parce qu'il n'y a aucune méthode de précaution connue pour le mâle, qui soit compatible avec la pleine jouissance.

Essentiellement, après l'incorporation, une certaine liberté sexuelle devient inoffensive. La castration réelle est accomplie très tôt par suite des tabous et sentiments de culpabilité imposés aux bébés et aux petits enfants. Après cela, l'enfant ne pourra jamais retrouver une vision claire et saine de la sexualité.

LA MATURITE

En Angleterre, la loi contre la fornication avant l'âge de 16 ans, n'est pas strictement appliquée. On ne l'invoque, ainsi que celle de l'homosexualité, que lorsque l'un des partenaires n'est pas d'accord ou a été séduit par une personne plus âgée. Mais la censure du public est plus effective pour imposer les tabous sexuels. Ce qui est en réalité un épanouissement, est jugé une dégradation. Ce qui devrait être libre est condamné par un élément moral... (Maurice... attendez, après la cérémonie...) Avec quel ricanelement les réprimés sexuels gignent, ce dont au fond d'eux-mêmes, ils sont jaloux. Ceux qui ont été châtrés, comment ils châtreront la génération suivante. La haine emmagasinée s'exprime à cette occasion.

Le prix d'un mariage peu sincère est la prostitution, le prix de relations sexuelles saines, de l'amour vrai, est la non-séparation des sexes. Le critère de la chasteté est l'amour. Celui-là n'est



# Offensive patronale et étatique

**J** L y a un mois, les travailleurs des Chantiers et Ateliers de Provence de Port-de-Bouc étaient lock-outés. Motif exact: refus de la Direction de payer une prime de 3.000 francs promise pour terminer à temps le cargo « Touggourt ».

Motif évoqué: prix de revient trop forts. Remèdes employés: mise à la porte de tous les ouvriers et réembauchage après triage à un tarif inférieur de 20 à 30 0/0.

A la S.N.C.A.C.: fermeture des usines, mise en congés payés d'office. A la S.N.E.C.M.A., dans toutes les « boîtes » nationalisées (6 vertu des nationalisations): réduction massive du personnel. Avec, comme perspective, le lock-out si les manifestations ouvrières prenaient trop d'ampleur.

Servis par une police pléthorique et nécessairement de classe, Etat et Patronat dévoilent donc leurs batteries. IL S'AGIT, sous le prétexte que les prix de revient français sont trop forts, DE DIMINUER CES PRIX non en organisant les usines, en réduisant le bureaucratisme, en transformant la production, en diminuant les charges et les profits, en supprimant l'armée, MAIS EN REDUISANT LES SALAIRES. Il y a plusieurs mois — les premiers dans la presse ouvrière — nous avions signalé la manœuvre qui se dessinait, nous dénoncions les désirs secrets des Maîtres. On nous avait alors taxés de fantaisistes, de fous, d'alarmistes, de « perpétuels écorchés ». Les événements ne devaient pas tarder, hélas! à nous donner raison.

Contre l'attaque conjuguée du Patronat et de l'Etat, que font les syndiqués? Certes, ils réagissent. Ils refusent de rentrer dans les ateliers — là où cela leur est demandé — si les salaires antérieurs ne leur sont pas garantis et si TOUT LE MONDE n'est pas repris. Ils pratiquent la solidarité, réclament le plein emploi, n'acceptent pas les sanctions prises contre certains d'entre eux. Ils envoient des délégations au Ministère, délégations groupant les responsables de toutes les centrales syndicales existantes: C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., Autonomes, C.G.C., auxquels se joignent même les « représentants d'inorganisés ». Disons de suite que ce n'est pas suffisant. Si le bon plaisir des ministres intéressés exige la fermeture d'usines, la diminution des salaires, ce ne sont pas des délégations officielles, des actions sporadiques, isolées, qui régleront avantagement le conflit, mais bien une action généralisée, groupant limogés, menacés et non-menacés. Seule, la grève générale expropriatrice, puis gestionnaire, pourra permettre le renversement d'un système donnant le « droit » aux exploités d'aller passer de longues vacances « volées », pendant que les exploités font queue aux guichets des soupes populaires et à la porte des bureaux de chômage.

Pour les lock-outés, pour ceux qui ne le sont pas encore, mais risquent de l'être, les mots d'ordre doivent être:

**PRISE DES ATELIERS, FERMES OU NON, ET GESTION OUVRIERE DIRECTE!**

NORMANDY.

## Chez les Cheminots

On nous communique:

Camarades, Malgré les conseils avisés de certains d'entre vous qui voulaient adresser la C.G.T., nous nous sommes séparés de cette dernière dès juillet 1947. L'air était, en effet, irrespirable pour ceux qui, comme nous, voulaient faire du syndicalisme.

Nous avons constitué le C.A.S., puis la Fédération Syndicaliste. Les « gens clairs » qui nous avaient précédé d'un lamentable échec... nous ont, finalement, rejoints... pour coiffer la Fédération Syndicaliste Confédérée-F.O., née du Congrès d'unité.

Avant de porter notre jugement, nous avons soigneusement attendu. Nous sommes bien obligés de reconnaître aujourd'hui que la Fédération F.O. n'a pas fait grand-chose, sinon de l'opposition à la C.G.T. et que, si nos dirigeants fédéraux avaient des perspectives, elles ont étrangement coïncidé avec la politique gouvernementale.

Par ailleurs, ils nous ont été donné de constater que, du point de vue intérieur, particulièrement en ce qui concerne le comportement vis-à-vis de l'opposition, Force Ouvrière ne diffère pas de la C.G.T. En l'absence d'un régime intérieur de démocratie, le syndicalisme politicien a pu s'installer et se maintenir.

Les raisons qui nous ont fait hier quitter la C.G.T. nous interdisent aujourd'hui de servir de paravent à une caricature du syndicalisme. Nous cessons d'être adhérents à Force Ouvrière comme nous avons cessé le bail avec la C.G.T. et pour les mêmes raisons. Aujourd'hui comme hier, nous sommes animés par la seule volonté de faire du syndicalisme.

Nous espérons sincèrement que les yeux des camarades abusés par les politiciens de tous poils, ceux des partis et ceux des combinaisons gouvernementales, ne tarderont pas à s'ouvrir, et qu'il sera possible, avec eux tous, de constituer le mouvement syndical auquel aspirent les cheminots comme tous les salariés.

Sentiments syndicalistes.

Lacuelle, ex-Secrétaire général de l'Union Sud-Ouest; Terrien, ex-Secrétaire de l'Union Sud-Ouest; Niel, ex-Secrétaire de l'Union Sud-Ouest; Alroff, syndicat de Paris Sud-Ouest; Malessart, syndicat de Juvisy; Thierri, Secrétaire du syndicat de Juvisy; Descubes, syndicat de Paris Sud-Ouest; Jourdain, Secrétaire du syndicat de Vierzon; Vismont Huette, syndicat de Bourges; Martin, syndicat de Paris Sud-Ouest; Girard, Secrétaire du secteur de Paris Sud-Ouest; Ribes, Secrétaire du syndicat de Vitry; Pasdeloup, Secrétaire du syndicat de Pithiviers.

Cette lettre circulaire marque la prise de position pour un syndicalisme

REDACTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
Pour changement d'adresse, joindre  
20 francs et la dernière bande

Le Gérant : J. BOUCHER.

Impr. Crantz du Croissant  
18, r. du Croissant, Paris-2

# LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

## L'indemnité de vacances Le Congrès des Instituteurs

**C**ERTAINS, dès la fin des vacances, pensent aux vacances de l'année suivante. Et ils rognent, rognent sur le budget de la nourriture, sur celui des vêtements ou des menus plaisirs hebdomadaires. D'autres, moins prévoyants, commencent à s'inquiéter de l'argent nécessaire au voyage, à la pension, aux frais de séjour, trois mois avant de partir, pour finalement s'apercevoir qu'il leur faudra emprunter ou terriblement se rationner pour pouvoir changer de décor et profiter de l'air pur. Ceux-là sont des privilégiés. Ils peuvent se restreindre, économiser parce que leurs salaires, bien que modestes, offrent encore des possibilités de compression.

L'immense masse des travailleurs, elle, ne peut le faire. Il lui est absolument impossible de distraire un seul franc d'un budget ultra serré pour aller rejoindre soit des amis, soit des parents habitant montagne, côte ou campagne car il n'est même pas question pour ces prolétaires de se fourvoyer dans des pensions exigeant 600 à 1.000 francs par jour et par tête, boisson non comprise. Ils n'ont pas l'argent du voyage. Pour eux il n'est pas de congés payés avec tout ce que cela comporte d'évasion, de Vie. Ces jours qu'ils passeront dans leurs chambres d'hôtels ou dans leurs taudis, peut-être à pêcher dans la rivière la plus proche et que l'on peut joindre à pied ou à vélo (encore un luxe que tous ne peuvent se payer!) seront des jours de rancœur et d'angoisse avec comme horizon le montant d'un terme hypertrophié, la note salée des impôts, les hausses de transports en puissance, la menace de fermeture d'un certain nombre d'entreprises nationalisées ou pas...

\*

Manger ici ou ailleurs, il faut toujours manger et il est courant d'entendre dire qu'on peut toujours « s'arranger pour la nourriture ». Le voyage, lui, n'est pas prévu au programme financier du travailleur. Trois francs du kilomètre! Tel est le tarif S.N.C.F. Même avec la réduction de 30 0/0 généralement accordée aux assurés sociaux par le grand directeur, la somme à déboursier est coquette lorsqu'il faut parcourir 400 à 1.000 kilomètres et que l'on est plusieurs.

Comme il fallait s'y attendre, les ouvriers ne pouvaient accepter l'état de fait. Ils ont réagi violemment, la mesure étant comble. La campagne pour « l'indemnité de vacances » est ouverte depuis plus d'un mois dans la plupart des branches d'industrie et elle est devenue très rapidement le cheval de bataille de tout le mouvement ouvrier. Les bureaux de chaque centrale syndicale s'en sont saisis, l'ont faite leur bien que la réaction émette de la base. La C.G.T. et la C.F.T.C., main dans la main, réclament 5.000 francs plus 1.500 francs par personne à charge. F.O. suit. La C.G.C. elle, va plus loin. Elle veut aussi les 5.000 fr. MAIS HIERARCHISES, ce qui apparaît nettement démagogique, car qu'on veuille bien se rappeler l'origine de la revendication, la hardiesse de ces curieux syndicalistes comptant sur la masse pour faire triompher leur point de vue antiouvrier et surtout le fait que les « cadres » sont ceux qui voyagent le plus sans bourse délier.

Le conflit vient d'entrer dans une phase aiguë du fait de l'approche des départs massifs pour les congés payés.

Du fait aussi des « libéralités » soudaines et à sens unique de M. Daniel Mayer, ministre socialiste du travail et de la Sécurité sociale. M. Daniel Mayer est un patron qui veut avoir la paix. Il a donc donné satisfaction à ses « collaborateurs » de la Sécurité Sociale mais refuse que la mesure soit généralisée. A la manière des patrons siégeant au Conseil économique qui, ayant satisfait aux exigences de leurs ouvriers, votent en groupe contre ce qu'ils ont accordé en particulier. Le ministre du Travail a octroyé aux employés de la S.S.: 1° une prime de vacances s'élevant au quart des émoluments mensuels le minimum ne pouvant être inférieur à 6.250 fr.; 2° une allocation de 950 fr. uniforme mensuelle. Par contre

LEVALLOIS-PERRET

## LA FLICAILLE A LA PORTE

Nous possédons à la S.F.R. de Levallois, un oiseau rare qui fait la pluie et le beau temps mieux que la grenouille de l'O.N.M. ou que la colombe déplumée de Picasso. Ce jeune animal au regard torve et aux cheville fragiles, répond au doux nom de Mlle Bour, ce qui psychanalytiquement rappelle: bâtons blancs et pèlerines roulées... Cette jeune nymphe pousse le sadisme un peu loin: elle nous fait boucher des trous ou dessiner un arbre qui ne ressemble pas à un sapin (et pourquoi, grands dieux!) et sa roulement s'arrête à la fin. Elle est fumisterie psychotechnicienne n'allait pas plus loin on pourrait dire: « Ça va! Elle est marrante ». Mais, ou Mlle Bour exagère, c'est quand elle fait licencier une jeune ouvrière de 18 ans — aînée d'une famille de six enfants — parce que son beau-père

a un « mauvais esprit » (sic). Et ce cas n'est pas unique. Evidemment, elle n'est pas hémiplegique — elle déclare la guerre sur deux fronts. Elle saque un ingénieur parce qu'il est communiste, elle évince certaines personnes parce qu'ayant une éducation religieuse. Elle déclare la guerre à Moscou et à Rome à la fois. Elle ressemble ici à Bourbaki et physiquement parlant à Jules Moch! Comme psychotechnique nous sommes servis: sélection selon l'opinion politique ou religieuse.

Nous aimerions bien voir cette jeune écorchée s'occuper uniquement de la sélection du personnel — si elle en est vraiment capable! — sinon qu'elle aille ailleurs pratiquer sa psychotechnique.

Assez de sous-Jules Moch! Assez de flics!

BOURDELLE.

il ne veut à aucun prix étendre sa générosité aux autres corporations sous le prétexte que le franc s'en trouverait menacé, l'équilibre budgétaire bouleversé, cette mesure étendue à tous entraînerait un débours de quelque 100 milliards. Peu lui importe si les congés payés deviennent une entité, un mot et non une réalité, si les maigres conquêtes de juin 36 sont battues en brèche et pratiquement neutralisées à la suite de l'offensive patronale et gouvernementale (blocage des salaires, liberté des prix, renforcement de l'armée et de la police). L'Etat et le Capitalisme d'abord. Le socialisme pour ce monsieur n'est qu'une plaisanterie, tout

par J. BOUCHER

juste bonne pour se faire élire député puis ministre.

Quoi qu'il en soit les travailleurs manifestent, débrayent et secouent leurs patrons. Ils ne comprennent pas qu'une catégorie de salariés soit satisfaite quand d'autres ne le sont pas. Ils ont raison. Maison par maison le bastion est réduit. Déjà un nombre fort important d'entreprises ont été obligées d'obtempérer aux desiderata ouvriers au grand dam des députés M.R.F. modérés et réactionnaires genre Paul Reynaud.

\*

Par le biais des « indemnités de vacances », la classe ouvrière cherche à reprendre l'autorité qu'elle avait perdue lors de la défaite des mineurs en décembre 48. Elle s'attaque à l'unique blocage des salaires et tente de revaloriser son pouvoir d'achat. Il faut croire d'ailleurs que Daniel Mayer est de son avis PUISQU'EN PLUS DE L'INDEMNITE IL A OCTROYE 950 FR. d'augmentation mensuelle uniforme à ses employés prouvant ainsi que le Cartel d'unité d'action syndicaliste avait raison lorsque celui-ci demandait une revalorisation des salaires par attribution d'une prime égale pour tous. Seulement voilà, Daniel Mayer n'a donné que 950 francs. C'ETAIT 7.000 FR. QU'IL FALLAIT.

Quoi que pense, dise ou fasse M. Daniel Mayer, les ouvriers triompheront S'ILS SE RASSEMBLENT AUTOUR DE MOTS D'ORDRE CONCRETS. Les 5.000 francs sont de ceux-là. La revalorisation du pouvoir d'achat par l'attribution d'une prime égale pour tous en est un autre. Avec ceci en plus qu'il s'attaque au système actuel, hiérarchique et policé.

Nous souscrivons à la revendication des 5.000 francs. Nous demandons à tous nos camarades ouvriers de poursuivre jusqu'au bout l'action engagée. Jusqu'au rétablissement de leur pouvoir d'achat de 1944 (première étape vers celui de 1938) garanti par l'échelle mobile, contre la hiérarchie facteur de division des travailleurs, contre la guerre libéricide qui rôde ou sévit.

La satisfaction de ces revendications primordiales ne peut avoir lieu qu'en dehors des bureaux syndicaux politiciens, en adoptant le programme des syndicalistes révolutionnaires du Cartel national d'unité d'action syndicaliste.

Vive l'indemnité de vacances de 5.000 francs non hiérarchisée!

Vive l'augmentation des salaires égale pour tous!

## LES DOCKERS ANGLAIS

**L** A grève des dockers anglais s'est terminée le lundi 25 juillet après un dur combat au cours duquel les travailleurs en lutte firent échec à la police, à l'armée et au Parlement.

Par quels procédés le gouvernement forçait-il les dockers à reprendre le travail? Nous avions montré dans le Libéraire du 22-7-49 le rapport des sanctions très graves furent rendus publics. Ils émanèrent de Lord Ammon, président de l'Office du Travail des Docks. Ces « ordres », impératifs n'eurent aucun succès. Mieux, ils provoquèrent de nouveaux débrayages et un sur-saut de colère de l'ensemble de la classe ouvrière anglaise. Conjointement à ces provocations, le gouvernement faisait arrêter et expulser Louis Goldblatt, John Mallett et Frédéric Blankens, fonctionnaires de l'Union internationale des marins et dockers et de la F.S.M., pour enquerir et « organiser » la lutte dans un but que chacun peut deviner.

Occupation des docks par les forces répressives, déchargement exécuté par 11.000 hommes de troupe, tentative de pourriture de la grève par des jaunes, tout cela rappelle l'action des Queuille-Moch, lors des grèves du Nord et du Pas-de-Calais, en décembre 1948.

Devant l'effervescence créée au sein du prolétariat anglais, l'Atlee fit cependant obligé de mettre les pouces. Il désavoua donc les « ordres » lancés et ne s'opposa pas à la proposition de démission de Lord Ammon. Malgré ses redoutables, le Cabinet travailliste se retrouvait au point mort et n'avait plus qu'une solution: se retourner vers le Gouvernement de Montréal pour que celui-ci régle le plus rapidement possible le conflit armateurs-marins canadiens d'où venait tout le mal. En bons serviteurs de la Couronne, les autorités canadiennes firent pression sur les marins en lutte et les armateurs rétifs. De part et d'autre, l'arbitrage du ministre du Travail fut accepté. Le président du Syndicat des marins canadiens, Harry Davis, se chargea de faire connaître cette décision aux dockers en lutte, lors d'une de leurs assemblées générales au parc Victoria.

Le travail ayant repris sur les bateaux canadiens, la grève de solidarité des dockers anglais n'avait plus de raison d'être. Ils rentrent donc, battus pratiquement par la défection de leurs camarades d'outre-Atlantique.

Restaient en litige leurs revendications propres: augmentation de 10 shillings par semaine (1) et refus de reprendre le travail si des sanctions devaient frapper certains d'entre eux. Pour la seconde exigence, pleine satisfaction fut accordée: aucune sanction n'est et ne sera prise contre les grévistes, ceux-ci, auront droit à des

vacances payées et aucun lock-out ne sera plus prononcé dans le port de Londres. Pour la première, il en va tout autrement. Certes, la revendication demeure. Elle est même l'objet de discussions entre les parties intéressées, mais, en attendant que le cadre de la politique générale anglaise de blocage des salaires, elle ne pourra être résolue que par un mouvement de protestation ouvrier général. Au moins, les dockers londoniens, après avoir donné un exemple frappant de ce que pouvait être la solidarité internationale, ont-ils donné le branle à toute une gamme de revendications et de protestations en Angleterre. Les travailleurs d'outre-Manche se réveillent enfin et ruent dans les brandes travaillistes et syndicalo-policiennes. Le Syndicat national des chemins de Grande-Bretagne vient d'envoyer le ministre du Travail qui si ses 250.000 membres n'étaient pas augmentés de 10 shillings par semaine, la grève générale serait déclenchée. Le Syndicat des opérateurs des pompes et ascenseurs des mines également: date limite de réponse exigée par celui-ci, le 15 août. Partout, les syndicats d'industrie s'agitent. Les ouvriers anglais, comme ceux des autres pays, veulent que « cela change ».

Ainsi, il a suffi d'une grève de solidarité pour que tout le mouvement ouvrier d'un pays reprenne conscience de ses possibilités et s'aperçoive que le parlementarisme et le syndicalisme ne peuvent marcher de pair. Malgré la trahison de leurs dirigeants, la jeunesse encouragee et des pressions de tout genre exercées par le Gouvernement travailliste contre eux, les dockers anglais sortent moralement vainqueurs d'un conflit pourtant servi de lest aux uns comme aux autres. Inductiblement, ce mouvement portera ses fruits.

LYNX.

(1) Et non par jour, comme nous le faisons dire une erreur de composition, la semaine dernière.

## A NICE D'ETRANGES PACIFISTES

Le 14 juillet 1949, sur l'esplanade de Gaule, un défilé d'un millier de personnes a eu lieu dans la matinée. La lecture des panneaux transportés par les manifestants indiquait nettement qu'il s'agissait d'une manifestation en faveur de la paix: A bas la guerre, Paix au Viet-Minh, etc...

Mais comme les manifestants chantaient des chansons guerrières telles que: « Aux armes, citoyens, formez vos bataillons » ou encore « Un Français doit mourir pour elle, pour elle un Français doit mourir », on voudrait ne pas comprendre la bêtise des uns (les moutons bêlants) et la saleté des autres.

**L** E vendredi 22 juillet, se terminait à Nancy, le congrès national du Syndicat des Instituteurs.

Les résultats du référendum reconduisent par 53.778 voix contre 18.641 l'autonomie adoptée à Pâques au congrès de la Maison de la Chimie. A titre indicatif, ajoutons qu'en cas de non-reconduction de l'autonomie, 24.014 instituteurs se prononceraient pour la C.G.T., 19.784 pour F.O., 26.258 s'abstenant.

Conséquence logique de l'autonomie, la S.N.I. se retire de la F.I.S.E., section enseignement de la Fédération Syndicale mondiale d'obédience moscovite. Le congrès réitère en outre l'intention du syndicat de rester en dehors des deux blocs impérialistes et de leurs succursales syndicales.

Décision heureuse également: la quasi unanimité s'est déclarée dans les statuts en faveur de la limitation de la permanence et du non-cumul des mandats politiques et syndicaux.

Devons-nous en déduire que l'important syndicat des Instituteurs s'oriente vers les voies du syndicalisme révolutionnaire?

L'organisation même d'un référendum qui place sur le même pied ceux qui assistent et ceux qui n'assistent pas aux assemblées générales des sections départementales, les banderoles (1) tricolores qui ornent la salle et la tribune du congrès — le refrain en fin de séance, d'une Internationale béyante et ronronnante n'y change rien! — le caractère parlementaire des débats, le verbalisme de discours sans nombre, indiquent assez sous quel signe se présentent ces assises.

Plus est: malgré que la majorité du bureau national ait pris dans la journée du 15 juin la triste responsabilité de se refuser à lancer les 140.000 adhérents dans la lutte, le rapport moral ne s'en découvre pas moins une confortable majorité de 820 mandats contre 482 et 62 abstentions.

Aussi donc, la motion de synthèse « Rhône-Loire » sur l'orientation (voir la motion du Rhône dans le précédent « Lib ») précisant la position du syndicalisme révolutionnaire représenté au sein du S.N.I. par la tendance « Ecole Emancipée » n'a recueilli que 169 mandats contre 750 à la motion Aigueperse. La motion stalinienne en obtient 379.

Par conséquent, malgré que le S.N.I. ait pu manifester l'intention d'envoyer un observateur aux travaux du Cartel d'Unité d'Action Syndicaliste, cette orientation écarte l'éventualité d'une participation du S.N.I. au Cartel.

Devons-nous le regretter? Quant à moi, je ne le pense pas, la position réformiste de la majorité du syndicat risquant présentement d'être plutôt une charge qu'un appui.

Faut-il pour cela désespérer de l'avenir? Je ne le pense pas non plus. Si l'autonomie n'est appréciée, trop souvent, que dans un état d'esprit corporatiste, si nombre d'instituteurs considèrent le syndicat comme une société d'assurance contre les bas traitements et l'arbitraire administratif, ceci provient, pour une grande part, de ce que le syndicat ne s'en guère soucié jusqu'ici de donner, syndicalement et socialement, une formation militante à ses adhérents!

Enfin, le fait que la majeure partie des instituteurs se soit prononcée à la fois contre la C.G.T. et contre F.O., le pacifisme, inhérent à la fonction enseignante, l'intérêt que manifestent de nombreux pédagogues en faveur de l'éducation nouvelle, présagent de la possibilité d'un travail fructueux.

A nous de savoir si nous désirons en tenter l'expérience!

Le syndicat des Instituteurs sera, soyons-en persuadés, ce que nous saurons en faire.

R. FRANÇOIS, instituteur.

(1) Sans parler de la banderole s'étalant au-dessus de la tribune: « Nous n'admettrons jamais que l'Etat soit autre que laïque. » (J. Ferry).

## MISE AU POINT

Le correcteur d'imprimerie René Boucher — bien sûr RENE — tient absolument à faire savoir de droite à gauche qu'il n'a rien de commun avec notre camarade Jean Boucher, également correcteur d'imprimerie. Mise au point dans le BULLETIN DES CORRECTEURS, à l'IMPRIMERIE FRANCAISE et demande même pour insertion dans le LIBERTAIRE.

Pensez donc, être assimilé à ces pestiférés, à ces « fous » d'anarchistes quand on est secrétaire du Club sportif de la Presse parisienne et que Tovaritch Khni fronce les sourcils! Et que dédaigne des méthodes employées par René Boucher lorsqu'on sait que ce prudent correcteur écrit, il y a fort longtemps, il est vrai, dans le LIBERTAIRE dont aujourd'hui il craint même le contact.

LA REDACTION.

Le n° 2 du Bulletin intérieur du Cartel national d'unité d'action syndicaliste vient de paraître. Le numéro: 25 fr. Abonnement 10 numéros: 225 francs. C. C. P. Sidoli 7148-52 Paris.